



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
19 octobre 2021
Français
Original : anglais

Quinzième session

La Barbade (en ligne)
3-7 octobre 2021

Sommet des dirigeants mondiaux : Dialogue sur la création d'une trajectoire de développement plus prospère : Se montrer à la hauteur de la situation

Quinzième session de la Conférence

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Ce dialogue portait sur les défis mondiaux actuels et sur la façon dont le multilatéralisme doit être remodelé pour promouvoir au mieux le développement. Face aux bouleversements provoqués par la pandémie de coronavirus (COVID-19), il faudrait plus d'unité et d'inclusion dans les cadres multilatéraux, en prévoyant moins de discussions et plus de mesures concrètes.
2. Les personnalités ci-après ont participé au débat : la Vice-Présidente de la République dominicaine ; la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique ; le Président du Guyana ; le Président de la Banque interaméricaine de développement ; la Directrice exécutive du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida ; le Président du Kenya ; le Premier Ministre du Pakistan ; et la Secrétaire générale de la CNUCED.
3. Au cours du dialogue, plusieurs intervenants ont souligné que l'accès inéquitable aux vaccins rendait la reprise économique mondiale tout aussi inégale, l'économie des pays développés ayant redémarré alors que les pays en développement continuaient de subir les pires effets de la pandémie. Les intervenants ont donc plaidé pour une meilleure distribution des vaccins afin que les pays en développement ne soient pas laissés pour compte. Un intervenant a souligné qu'il serait nettement plus rentable de vacciner d'emblée l'ensemble de la population à l'échelle planétaire que de laisser l'économie mondiale pâtir durablement du déploiement inégal des vaccinations.
4. Un intervenant a déclaré que l'absence de réponse équitable à un problème mondial affectait directement la capacité d'en traiter d'autres ; les pays en développement, c'est-à-dire les nations qui subissent les effets les plus importants des changements climatiques, risquaient par exemple de ne pas être en mesure de participer à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques faute de vaccins et en raison des restrictions aux frontières et des mesures de quarantaine qui en découlent.
5. Plusieurs intervenants ont estimé que, pour accélérer la riposte à la pandémie, la réforme des règles commerciales était d'une importance cruciale, notamment des dérogations à la propriété intellectuelle et aux conditions d'indemnisation qui freinent une plus large production de vaccins ; ils ont jugé indispensable d'appliquer les règles de l'Organisation



mondiale du commerce face aux mesures protectionnistes mises en œuvre dans certains pays en réponse à la pandémie.

6. Bon nombre d'intervenants ont insisté sur la nécessité d'une plus large représentation régionale au sein des organisations multilatérales et d'une coopération Sud-Sud renforcée, qui permettrait d'amplifier et de rendre plus convaincante la voix de ces pays et de ces régions. Quelques intervenants ont déclaré que les organisations multilatérales devraient davantage s'associer aux gouvernements et au secteur privé pour qu'un large consensus puisse produire de meilleurs résultats en matière de développement. Un intervenant a souligné que, si le système multilatéral mondial ne fonctionnait pas pour tous collectivement, il ne fonctionnerait pour personne individuellement.

7. En outre, quelques intervenants se sont dits préoccupés par les flux financiers tant illicites que légaux, quoique moralement contestables, en provenance des pays en développement, en appelant tout particulièrement l'attention sur les fonds transférés des pays en développement vers des paradis fiscaux. Des intervenants ont souligné qu'il importait au plus haut point de réformer la gouvernance financière, notamment en instaurant un taux minimum d'imposition des sociétés au niveau mondial, afin de décourager les flux de capitaux vers les paradis fiscaux.

8. À l'issue du dialogue, plusieurs intervenants ont fait valoir que les organisations multilatérales du passé étaient mal équipées pour faire face aux problèmes d'aujourd'hui. À cet égard, il serait essentiel de passer de l'isolement et de la méfiance à l'inclusion et à l'unité pour que le monde ait les moyens de se remettre de la pandémie et pour pouvoir ensemble relever les défis à venir.
